



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 1^{er} août 2003

VOIR AUSSI

◆ Augmentation de l'Indice composite malgré un faible rendement dans le secteur de la fabrication

L'indicateur avancé composite a affiché une hausse modérée de 0,3 % en juin, ce qui est légèrement supérieur aux augmentations enregistrées depuis un an. Des 10 composantes, 6 ont progressé, soit une de plus qu'en mai. Les seules composantes à avoir subi des baisses proviennent du secteur de la fabrication.

◆ L'investissement en construction non résidentielle atteint un niveau record

Les investissements en construction de bâtiments non résidentiels effectués par les administrations publiques et les entreprises ont atteint un niveau record de 6,5 milliards de dollars au deuxième trimestre, surtout en raison du niveau inégalé d'investissements dans le secteur institutionnel.

◆ Les enfants sont le plus souvent la cible d'agressions sexuelles

Sur 10 victimes d'infractions sexuelles déclarées à la police en 2002, 6 d'entre elles (61 %) étaient des enfants et des jeunes de moins de 18 ans. Les taux d'infractions sexuelles étaient plus élevés chez les victimes de sexe féminin de 11 à 19 ans, le taux le plus élevé étant chez les filles de 13 ans.

◆ L'homicide et l'usage de drogues en hausse

Le taux d'affaires criminelles déclarées par la police au Canada est demeuré pratiquement inchangé en 2002, diminuant de 0,6 %. Cependant, le taux d'homicide a augmenté de 4 %, passant de 553 en 2001 à 582 en 2002. De plus, la police a déclaré près de 93 000 affaires liées aux drogues, en hausse de 3 %. Il s'agit du taux le plus élevé depuis 20 ans.

Dépenses d'investissement : une croissance plus élevée que prévu

Selon les perspectives révisées des investissements privés et publics, les dépenses d'investissement en installations, en équipement et en logement au Canada devraient surpasser le cap des 212 milliards de dollars en 2003, en hausse de 2,2 % par rapport aux prévisions de février.

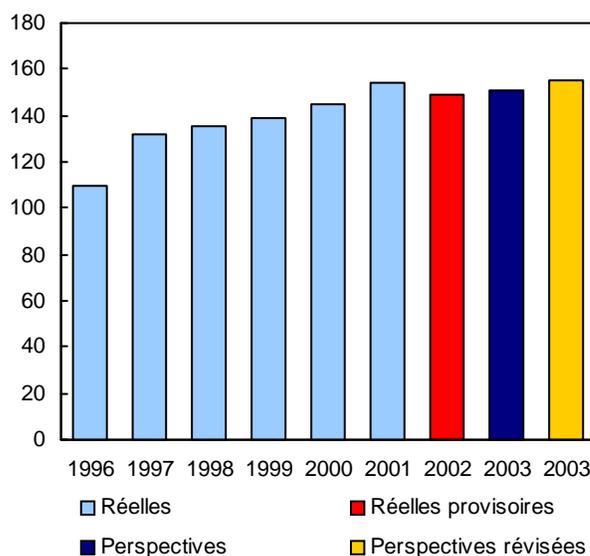
Le total des investissements devrait atteindre 212,5 milliards de dollars cette année, ce qui constitue une hausse de 4,0 % par rapport à 2002, soit le double de la progression qu'indiquaient les premières perspectives annoncées en février.

Cette vigueur vient de secteurs établis comme la fabrication et l'extraction de pétrole et de gaz par des méthodes classiques. Le secteur public et le logement représentent néanmoins plus de la moitié de l'augmentation. Cependant, il n'y a toujours aucun indice de reprise des dépenses dans le secteur de la technologie de l'information et des communications.

(suite à la page 2)

Dépenses en installations et en équipement

En milliards de dollars



Dépenses d'investissement... (suite de la page 1)

L'investissement dans l'habitation devrait croître de 4,2 % et atteindre 57,4 milliards de dollars résultant d'une hausse dans les deux principales composantes, soit les logements neufs et les rénovations.

Selon les prévisions, les entreprises, les administrations publiques et les établissements investiront 155,1 milliards de dollars en installations et en équipement, par rapport à 149,3 milliards de dollars en 2002, ce qui représente une hausse de 3,9 %.

Prévoyant maintenant une augmentation de 2,3 milliards de dollars par rapport à 2002, les industries manufacturières reprendront tout le terrain perdu en 2002. Cette croissance provient de la fabrication de véhicules automobiles, des usines de papier et de la production d'aluminium.

Dans le secteur de la finance et de l'assurance, on prévoit une hausse de 1 milliard de dollars en 2003 dans la foulée d'une chute de 2 milliards de dollars en 2002. Tout le crédit de l'augmentation de 10,9 % de ce secteur revient aux banques et à la location à bail de voitures de particuliers.

Alors que les dépenses dans le secteur du pétrole et du gaz semblent ne pas bouger, se situant à un peu plus de 23 milliards de dollars, dans l'industrie de l'extraction du pétrole par des moyens classiques, on prévoit une progression de 2,2 milliards de dollars, qui viendra surtout des travaux effectués au large de la côte est, tandis que dans l'industrie de l'extraction par des méthodes non classiques, on s'attend à une baisse de 2 milliards de dollars en raison de l'achèvement de projets.

Les dépenses d'investissement des municipalités en 2003 devraient atteindre 11,1 milliards de dollars, en hausse de 13,8 % par rapport aux niveaux d'investissement de 2002. L'augmentation est concentrée dans les dépenses de construction visant les infrastructures.

L'investissement dans le secteur de la technologie de l'information et des communications, cependant, devrait s'élever à 10,4 milliards de dollars en 2003, en baisse de 12,2 %.

De plus, on prévoit un recul de 25,7 % dans la composante de la fabrication. Dans les services liés aux biens et les services intangibles, il faut s'attendre à des replis de 14,6 % et de 10,6 % respectivement.

Dans la plupart des régions, on prévoit encore des augmentations, dont les principales seront enregistrées au Nunavut (+20,2 %) et au Nouveau-Brunswick (+11,2 %). Les Territoires du Nord-Ouest affichent la plus importante baisse (-34,3 %), laquelle est surtout attribuable à l'achèvement de projets dans le secteur de l'extraction de diamants.

*La publication **Investissements privés et publics au Canada, perspectives révisées 2003** (Internet : 61-206-XIB, 33 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Gilbert Paquette au (613) 951-9818 ou communiquez avec John Foley au (613) 951-1387 ou composez le 1 877 338-2368 (courriel : foley@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.*

Augmentation de l'Indice composite malgré un faible rendement dans le secteur de la fabrication

L'indicateur avancé composite a affiché une hausse modérée de 0,3 % en juin, ce qui est légèrement supérieur aux augmentations enregistrées depuis un an. Des 10 composantes, 6 ont progressé, soit une de plus qu'en mai.

Le redressement du marché boursier des derniers mois s'est poursuivi, appuyé du raffermissement dans le logement et du renversement à la hausse des services. Les seules composantes à avoir subi des baisses proviennent du secteur de la fabrication.

Tous les indicateurs de la demande des ménages étaient à la hausse ou stables. Le logement était en tête, ayant affiché une progression de 0,7 % en juin. Il s'agit de la hausse la plus marquée depuis le bond de 2,2 % en février. Tant les mises en chantier que les ventes de maisons existantes ont augmenté, l'emploi ayant mis fin à une baisse de deux mois, et les taux hypothécaires étant demeurés faibles.

Les ventes de biens durables, très instables récemment sur une base mensuelle, étaient de nouveau en hausse. L'emploi dans les

services a rebondi de 0,3 % quand les restrictions de l'impact du SRAS sur les dépenses ont été levées.

L'indicateur américain a aussi légèrement progressé, après une tendance à la baisse qui a duré deux mois. Toutefois, ceci s'explique surtout par une plus grande confiance des ménages depuis la fin de la guerre en Irak. Les dépenses de consommation stagnaient en raison de la faiblesse des revenus personnels.

Les trois composantes de la fabrication ont fléchi. Les nouvelles commandes sont retournées en terrain négatif, alors que l'accumulation des stocks a entraîné une troisième baisse consécutive du ratio des livraisons aux stocks.

Le bois et les biens industriels constituaient une bonne partie de l'affaiblissement, qui dénote une stagnation dans le secteur des exportations et de faibles dépenses d'investissement en Amérique du Nord.

*Le numéro de juillet 2003 de **L'Observateur économique canadien**, vol. 16, n° 7 (Internet : 11-010-XIB, 17 \$ / 170 \$; papier : 11-010-XPB, 23 \$ / 227 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627 (courriel : francine.roy@statcan.ca), Groupe de l'analyse de conjoncture. (Voir aussi les « tendances actuelles » à la page 6.)*

L'investissement en construction non résidentielle atteint un niveau record

Les investissements en construction de bâtiments non résidentiels effectués par les administrations publiques et les entreprises ont atteint un niveau record de 6,5 milliards de dollars au deuxième trimestre, surtout en raison du niveau inégalé d'investissements dans le secteur institutionnel.

La croissance de 3,0 % par rapport au premier trimestre a représenté un quatrième gain trimestriel consécutif. Pour la première fois en deux ans, les investissements provenant des secteurs institutionnel, commercial et industriel ont augmenté en même temps.

Les administrations publiques ont injecté un montant record de 2,3 milliards de dollars en construction institutionnelle, soit un bond de 4,3 %. De leur côté, les investissements en construction commerciale ont connu leur première augmentation en deux ans, ayant grimpé de 1,9 % pour atteindre 3,0 milliards de dollars. Les investissements en bâtiments industriels ont terminé le deuxième trimestre en hausse de 3,3 % pour se situer à 1,2 milliard de dollars.

Les investissements en bâtiments non résidentiels ont augmenté dans 9 des 13 provinces et territoires au cours du deuxième trimestre. En dollars, l'Ontario est arrivé en tête, ayant affiché une croissance de 6,1 % pour atteindre 2,9 milliards de dollars. La Colombie-Britannique a connu la plus forte baisse (-2,9 % pour s'établir à 588 millions de dollars).

L'investissement en bâtiments non résidentiels a augmenté dans 13 des 28 régions métropolitaines de recensement. Toronto a enregistré la plus forte croissance (+12,9 %, valeur totale de 962 millions de dollars), tandis que Montréal a accusé le plus important recul (-2,5 %, valeur totale de 791 millions de dollars). Les régions de Toronto et de Hamilton ont continué de contribuer largement à la croissance observée en Ontario.

Les investissements gouvernementaux dans les projets institutionnels sont demeurés le principal moteur de la construction non résidentielle depuis 1999, ces derniers ayant affiché une douzième croissance trimestrielle consécutive au deuxième trimestre. Ce niveau élevé d'investissement devrait se poursuivre au cours des prochains mois.

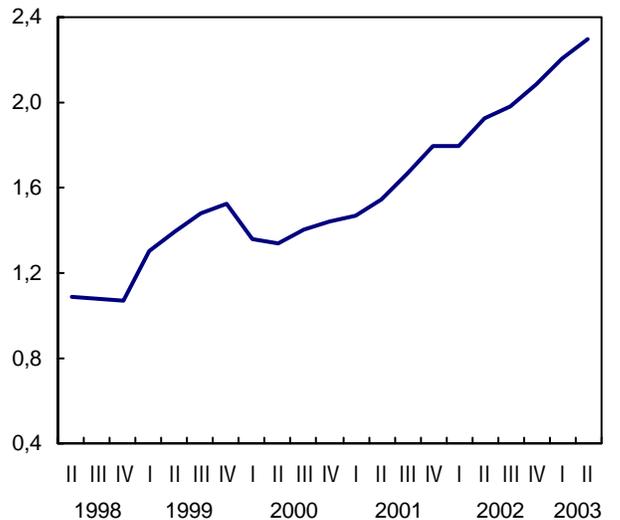
La valeur des permis de bâtir institutionnels délivrés au cours des cinq premiers mois de 2003 a dépassé les niveaux atteints durant la même période en 2002.

Les investissements institutionnels effectués en Ontario ont augmenté de 6,8 % pour atteindre une valeur record de 1,3 milliard de dollars au deuxième trimestre, les dépenses s'étant particulièrement intensifiées en ce qui a trait aux établissements d'enseignement et de soins de santé. Cette croissance était la plus forte en dollars parmi les provinces. La Colombie-Britannique a enregistré le plus important recul, les investissements institutionnels ayant diminué de 9,0 % pour atteindre 146 millions de dollars, soit leur niveau le plus bas depuis 1998.

Le ralentissement qui touchait les investissements en construction commerciale depuis sept trimestres a finalement été renversé par une croissance de 1,9 % au deuxième trimestre. Les investissements dans les immeubles à bureaux et les centres de recherche ont été à la source de l'augmentation.

Investissements en construction d'immeubles institutionnels

En milliards de dollars, données désaisonnalisées



Par rapport aux marchés boursiers, le secteur de l'immobilier commercial semble être une autre option pour plusieurs investisseurs. Les taux d'intérêts avantageux sont demeurés des incitatifs intéressants pouvant atténuer, dans une certaine mesure, la hausse des taux d'inoccupation.

Les investissements commerciaux ont augmenté de 3,5 % en Ontario pour se situer à 1,1 milliard de dollars, soit la plus forte croissance en dollars. Toutefois, le Québec a connu une diminution des investissements commerciaux (-5,5 % pour se fixer à 769 millions de dollars). Il s'agit d'une troisième baisse trimestrielle consécutive.

L'investissement en construction de bâtiments industriels a crû de 3,3 % pour atteindre 1,2 milliard de dollars au deuxième trimestre. L'activité sur les chantiers d'usines de fabrication a été à la source de la croissance du secteur. Celui-ci représente la plus faible proportion (18 %) de l'investissement non résidentiel total.

Cette activité dans le secteur de la fabrication concorde avec la hausse prévue dans les investissements, laquelle est attribuable en grande partie aux investissements en machine et en matériel. Toutefois, les entreprises semblent avoir effectué des travaux d'aménagement pour accueillir leurs nouveaux outils de production.

Les investissements dans la construction industrielle ont augmenté dans seulement trois provinces, soit l'Ontario, le Québec et le Nouveau-Brunswick. L'Ontario a connu la plus forte augmentation en dollars (+9,5 % pour se situer à 541 millions de dollars). La diminution la plus importante est survenue en Alberta, où les investissements en bâtiments industriels ont reculé de 12,9 % pour atteindre 97 millions de dollars. D'une année à l'autre, il s'agit d'une baisse de 46 % par rapport aux investissements effectués au cours du deuxième trimestre en 2002.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Michel Labonté au (613) 951-9690 (courriel : labomic@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Les enfants sont le plus souvent la cible d'agressions sexuelles

Selon les données de la police, sur 10 victimes d'infractions sexuelles en 2002, 6 d'entre elles (61 %) étaient des enfants et des jeunes de moins de 18 ans.

Les filles représentaient 85 % des victimes d'infractions sexuelles signalées à la police. Les taux étaient plus élevés chez les victimes de sexe féminin de 11 à 19 ans, le taux le plus élevé étant chez les filles de 13 ans. Chez les victimes de sexe masculin, les taux étaient les plus élevés chez les garçons de 3 à 14 ans.

Les garçons de 13 et 14 ans sont les plus susceptibles de commettre une infraction sexuelle de niveau 1 et « autres ». En ce qui concerne les infractions sexuelles de niveau 2 ou 3, il n'existe pas de lien évident par rapport à l'âge des accusés.

D'après les données de 2002, le taux d'infractions sexuelles au Canada est demeuré relativement stable au cours des quatre dernières années. Le nombre d'infractions sexuelles déclarées à la police s'est élevé à 27 100, soit un taux de 86 affaires pour 100 000 habitants, ce qui est pratiquement inchangé depuis 1999, où ce taux était de 89. Toutefois, le taux observé en 2002 était 36 % inférieur au sommet de 136 affaires pour 100 000 habitants atteint en 1993.

Le recul du taux d'infractions sexuelles depuis 1993 correspond à la tendance générale à la baisse des autres infractions avec violence. Parmi les raisons possibles de ce recul figurent l'évolution récente de la structure par âge de la population et les efforts de la société visant à réduire ce genre de crime.

Les infractions sexuelles représentaient 1 % des 2,4 millions d'affaires en vertu du *Code criminel* déclarées par la police en 2002. Cette proportion n'a pas varié au cours de la dernière décennie.

Cependant, les statistiques policières ne représentent qu'une petite fraction de tous les délinquants et infractions sexuels. Selon les enquêtes sur les victimes d'actes criminels, 90 % de toutes les infractions sexuelles ne sont pas signalées à la police. Lorsqu'elles le sont, il est moins probable que des accusations soient portées dans le cas des infractions sexuelles que dans le cas d'autres infractions avec violence.

En 2002, les infractions de niveau 1 représentaient 88 % de toutes les affaires d'agression sexuelle. Les « autres infractions d'ordre sexuel » constituaient 10 % des agressions sexuelles, et les agressions sexuelles de niveaux 2 et 3 représentaient les 2 % restants.

La répartition des infractions sexuelles déclarées par la police varie beaucoup d'une région à l'autre. Les provinces présentant les taux les plus élevés étaient la Saskatchewan (160 affaires pour 100 000 habitants), suivie du Manitoba (139). Les taux les plus faibles ont été enregistrés au Québec (71) et en Ontario (74).

Le taux des infractions sexuelles signalées à la police a suivi une tendance générale à la baisse au pays depuis 1993, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, du Québec,

Note aux lecteurs

Les infractions sexuelles comprennent l'agression sexuelle de niveau 1, dans laquelle la victime ne subit aucune blessure ou subit des blessures mineures; l'agression sexuelle de niveau 2, dans laquelle la victime fait l'objet d'une agression sexuelle armée, est menacée ou subit des lésions corporelles; l'agression sexuelle de niveau 3, dans laquelle la victime est blessée, mutilée ou défigurée, ou sa vie est mise en danger; et les « autres » infractions d'ordre sexuel, soit un groupe d'infractions qui se rapportent essentiellement à la violence sexuelle contre les enfants.

Taux d'infractions sexuelles signalées à la police selon la province et le territoire

	1992	1994	1996	1998	2000	2002
Canada	135	122	102	96	88	86
Terre-Neuve-et-Labrador	235	194	150	122	112	110
Île-du-Prince-Édouard	157	145	127	124	81	116
Nouvelle-Écosse	158	147	131	109	87	100
Nouveau-Brunswick	172	167	140	127	109	112
Québec	74	65	59	58	61	71
Ontario	121	116	93	87	84	74
Manitoba	228	186	166	141	127	139
Saskatchewan	198	175	157	163	162	160
Alberta	168	143	120	110	90	90
Colombie-Britannique	183	160	132	123	100	91
Yukon	354	359	292	352	320	361
Territoires du Nord-Ouest *	869	947	681	710	463	473
Nunavut *	0	0	0	0	811	1 017

* En 1999, le Nunavut est officiellement devenu un territoire canadien. Les données des Territoires du Nord-Ouest pour les années 1999 et suivantes ne peuvent être comparées avec les données antérieures à 1999.

Note: Comprend les agressions sexuelles de niveaux 1, 2 et 3 ainsi que les « autres » infractions d'ordre sexuel.

du Manitoba, de la Saskatchewan et des territoires entre 2001 et 2002.

Les différentes attitudes du public face à l'agression sexuelle ainsi que les pratiques policières visant à orienter les jeunes délinquants vers des programmes de travaux communautaires ont pu être des facteurs de disparité entre les taux d'infractions sexuelles signalées dans les provinces.

Les victimes d'infractions sexuelles connaissaient l'accusé dans 80 % des cas. Environ 10 % d'entre elles ont été agressées par un ami, tandis que 41 % l'ont été par une connaissance. Un peu plus du quart (28 %) ont été agressées par un membre de la famille, et les 20 % restants, par un inconnu.

Le Juristat : Les infractions sexuelles au Canada, vol. 23, n° 6 (Internet : 85-002-XIF, 8 \$/70 \$; papier : 85-002-XPF, 10 \$/93 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

L'homicide et l'usage de drogues en hausse

Le taux d'affaires criminelles déclarées par la police au Canada est demeuré pratiquement inchangé en 2002, diminuant de 0,6 %. Le taux national de criminalité, qui affiche une tendance à la baisse depuis plus de 10 ans, est aujourd'hui de 27 % inférieur au sommet atteint en 1991.

En 2002, on a constaté des hausses dans les homicides, la fraude et la contrefaçon, les infractions en matière de drogues ainsi que la prostitution. Par contre, les taux ont fléchi dans le cas des crimes avec violence et des crimes commis par des jeunes, alors que le taux des crimes contre les biens n'a à peu près pas changé.

Au total, la police a signalé 2,4 millions d'infractions au *Code criminel*, à l'exclusion des infractions aux règlements de la circulation. De ce nombre, 13 % étaient des crimes avec violence, 52 %, des crimes contre les biens, et le reste, soit 35 %, d'« autres » infractions comme les méfaits et le fait de troubler la paix.

La police a déclaré environ 300 000 crimes avec violence en 2002, ce qui englobe toutes les catégories de crimes, des homicides aux tentatives de meurtre, aux voies de fait, aux agressions sexuelles, aux vols qualifiés et aux rapt. Près des deux tiers de ces crimes avec violence étaient des voies de fait simples.

À l'échelon national, le taux de crimes avec violence a baissé de 2 % en 2002, en raison d'un repli de 3 % du taux de vols qualifiés et de 2 % du taux de voies de fait. Le taux de crimes avec violence a généralement régressé depuis le début des années 1990.

Le taux d'homicides (1,9 homicide pour 100 000 habitants) a augmenté de 4 % en 2002 après être demeuré stable au cours des deux années précédentes. Le taux d'homicides affiche une tendance à la baisse depuis le milieu des années 1970.

On a dénombré 582 homicides en 2002, soit 29 de plus qu'en 2001. L'augmentation tient à une hausse considérable en Colombie-Britannique, soit de 126 homicides en 2002 par rapport à 84 en 2001.

Une partie de cette augmentation découle de l'enquête menée par la Missing Women's Task Force à Port Coquitlam (C.-B.), dans le cadre de laquelle 15 homicides commis au cours des années précédentes ont été déclarés par la police en 2002.

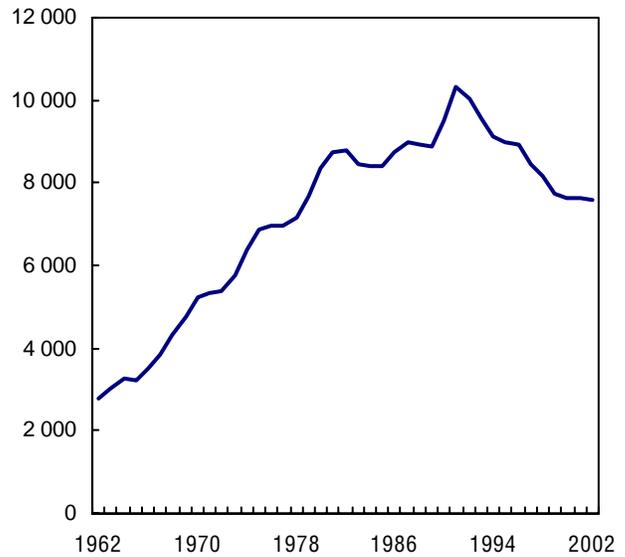
La police a signalé plus de 1,2 million de crimes contre les biens en 2002. Le taux de ces crimes a diminué ces dernières années et il se situe maintenant à son plus faible niveau depuis près de trois décennies.

Le taux d'infractions en matière de drogues a progressé pour la neuvième année consécutive, en raison de hausses aussi bien dans les infractions relatives au cannabis et d'autres liées aux drogues, ce qui comprend les drogues synthétiques comme l'ecstasy et la méthamphétamine.

En 2002, la police a déclaré près de 93 000 affaires liées aux drogues, en hausse de 3 %. Il s'agit du taux le plus élevé depuis 20 ans. En fait, 3 affaires de drogues sur 4 étaient des infractions relatives au cannabis, dont la plupart étaient la simple possession.

Taux de criminalité, de 1962 à 2002

Taux pour 100 000 habitants



Plus de 91 000 affaires de fraude ont été signalées à la police en 2002, soit un gain de 4 %. Il s'agit de la première augmentation depuis une décennie, en raison de la hausse de 19 % dans les fraudes par carte de crédit ou de débit et du bond de 29 % dans les infractions liées à la contrefaçon de devises.

En 2002, le taux d'infractions liées à la prostitution a aussi augmenté dans presque tout le pays (12 %). Ces hausses allaient de 5 % en Ontario à 62 % en Saskatchewan.

La police a accusé 99 000 jeunes d'une infraction au *Code criminel* en 2002. Le taux de jeunes accusés a chuté de 5 %, poursuivant la tendance générale à la baisse observée au cours de la dernière décennie. En 2002, le taux de crimes commis par des jeunes était de 33 % inférieur à ce qu'il était en 1992.

Par le passé, les taux de criminalité ont été les plus élevés dans l'Ouest du Canada, et cette tendance s'est maintenue en 2002. Toutefois, à la suite des récentes hausses dans les Maritimes, les taux de criminalité dans ces provinces dépassent maintenant ceux du Québec et de l'Ontario.

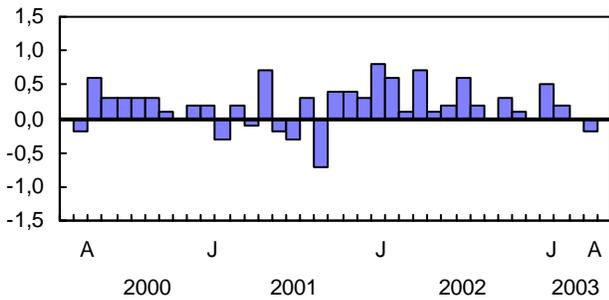
De nouveau, la Saskatchewan a déclaré le taux de criminalité le plus élevé parmi les provinces, suivie de la Colombie-Britannique et du Manitoba. La Saskatchewan a aussi enregistré le taux le plus élevé de crimes avec violence, alors que la Colombie-Britannique a affiché le taux le plus élevé de crimes contre les biens. Les taux globaux les plus faibles ont été observés au Québec, à Terre-Neuve-et-Labrador et en Ontario.

Le Juristat : Statistiques de la criminalité au Canada, 2002, vol. 23, n° 5 (Internet : 85-002-XIF, 8 \$ / 70 \$; papier : 85-002-XPF, 10 \$ / 93 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

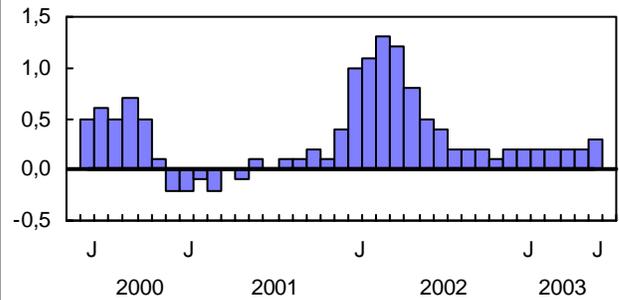
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a baissé de 0,2 % en avril, après avoir été inchangée en mars.

Indice composite

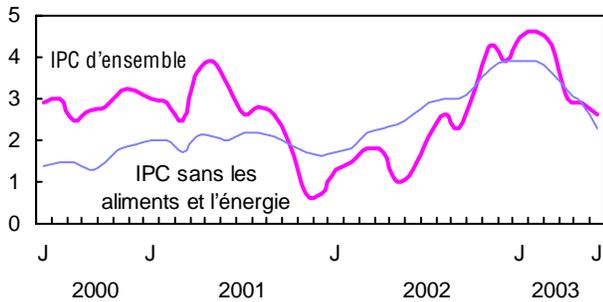
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé composite a progressé de 0,3 % en juin, après avoir augmenté de 0,2 % en mai.

Indice des prix à la consommation

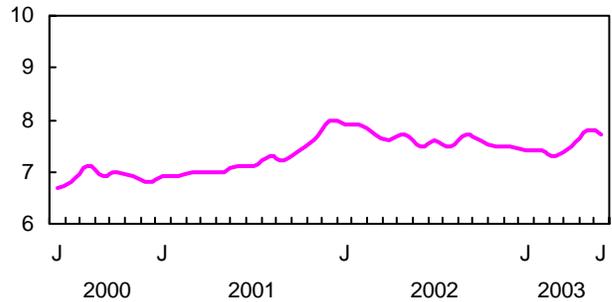
Variation annuelle en %



En juin, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,6 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont aussi augmenté de 2,3 %.

Taux de chômage

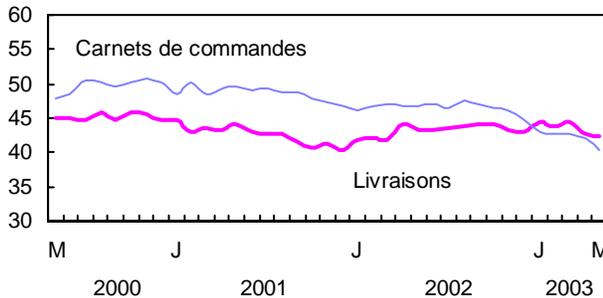
%



En juin, le taux de chômage a baissé de 0,1 point de pourcentage pour se fixer à 7,7 %.

Fabrication

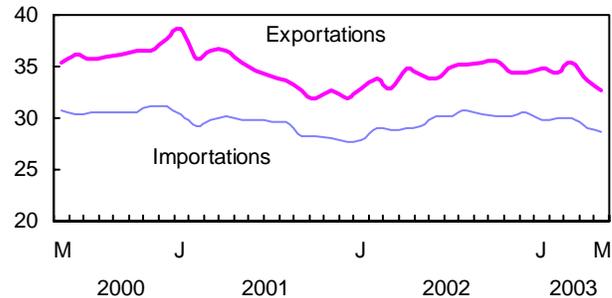
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont baissé de 0,8 % en mai pour atteindre 42,4 milliards de dollars. Les carnets de commandes ont reculé de 3,4 % pour se fixer à 40,5 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En mai, les exportations ont fléchi de 2,8 % pour s'établir à 32,6 milliards de dollars. Les importations ont baissé de 1,1 % pour se fixer à 28,6 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹	mai*	992,5	0,1 %	1,8 %
Indice composite (1992 = 100)	juin	181,5	0,3 %	2,3 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	1 ^{er} trim. de 2003	42,9	10,6 %	26,6 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) ²	1 ^{er} trim. de 2003	82,8	0,3 †	1,2 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	mai	26,2	0,3 %	4,0 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	mai	144,3	8,4 %	-0,9 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	mai	35,9	0,2 %	3,7 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	juin	15,7	0,3 %	2,2 %
Taux de chômage (%)	juin	7,7	-0,1 †	0,2 †
Taux d'activité (%)	juin	67,5	0,0 †	0,7 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	mai*	691,38	0,7 %	1,8 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	mai*	561,4	2,7 %	0,3 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	mai	32,6	-2,8 %	-4,5 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	mai	28,6	-1,1 %	-2,3 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	mai	4,0	-0,6	-0,9
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	mai	42,4	-0,8 %	-2,2 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	mai	41,0	-2,5 %	-5,7 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	mai	40,5	-3,4 %	-13,3 %
Ratio des stocks aux livraisons	mai	1,49	0,00	0,07
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	juin	122,1	0,1 %	2,6 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	juin*	103,9	-1,0 %	-2,7 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	juin*	114,3	1,2 %	3,2 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	mai	116,0	0,6 %	4,4 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.

2. Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

Infomat Revue hebdomadaire

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 24 au 30 juillet 2003

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
La revue des céréales et des graines oléagineuses	mai 2003	22-007-XIB	11/112
La revue des céréales et des graines oléagineuses	mai 2003	22-007-XPB	15/149
Indice des prix des produits agricoles	mai 2003	21-007-XIB	gratuit
Système d'extraction des statistiques agricoles (SESA) — Disque compact-ROM	2003	21F0001XCB	250
ANALYSE ÉCONOMIQUE DE CONJONCTURE			
L'Observateur économique canadien	juillet 2003	11-010-XIB	7/170
L'Observateur économique canadien	juillet 2003	11-010-XPB	23/227
L'Observateur économique canadien — Supplément statistique historique	2002	11-210-XIB	21
L'Observateur économique canadien — Supplément statistique historique	2002	11-210-XPB	28
BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS			
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	mai 2003	67-002-XIF	14/132
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE			
Juristat : Les infractions sexuelles au Canada	2001	85-002-XIF2003006	8/70
Juristat : Les infractions sexuelles au Canada	2001	85-002-XPB2003006	10/93
Juristat : Statistiques de la criminalité au Canada	2002	85-002-XIF2003005	8/70
Juristat : Statistiques de la criminalité au Canada	2002	85-002-XPB2003005	10/93
COMPTES DES REVENUS ET DES DÉPENSES			
Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens		13-605-XIF	gratuit
ÉTUDES ANALYTIQUES			
Direction des études analytiques documents de recherche : Comprendre l'échec — Mortalité organisationnelle et approche fondée sur les ressources, n° 202		11F0019MIF2003202	gratuit
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Approvisionnement et disposition du pétrole brut et du gaz naturel	novembre 2002	26-006-XPB	19/186
Approvisionnement et disposition du pétrole brut et du gaz naturel	décembre 2002	26-006-XPB	19/186
Contre-plaqués de construction	mai 2003	35-001-XIB	5/47
Papier-toiture asphalté	juin 2003	45-001-XIB	5/47
Production et écoulement des produits du tabac	juin 2003	32-022-XIB	5/47
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Investissements privés et publics au Canada — Perspectives révisées	2003	61-206-XIB	33
ORGANISATION ET FINANCES DE L'INDUSTRIE			
Statistiques financières trimestrielles des entreprises	1 ^{er} trim. de 2003	61-008-XIF	26/86
SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE			
Statistique des sciences, vol. 27, n° 5		88-001-XIB	6/59
STATISTIQUE SOCIALE, DU LOGEMENT ET DES FAMILLES			
Les enfants handicapés et leurs familles	2001	89-585-XIF	gratuit
Les enfants handicapés et leurs familles — Tableaux	2001	89-586-XIF	gratuit
TRANSPORTS			
Aviation : bulletin de service, vol. 35, n° 4		51-004-XIB	8
Chargements ferroviaires mensuels	mai 2003	52-001-XIF	8/77
Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs	juin 2003	51F0001PIF	gratuit

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Statistique Canada, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».

Calendrier des principaux communiqués : août 2003				
Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
				1 Perspectives du monde des affaires : industries manufacturières, juillet 2003 Dépenses publiques au titre de la culture, juillet 2003
4	5 Permis de bâtir, juin 2003	6	7	8 Enquête sur la population active, juillet 2003
11	12 Indice des prix des logements neufs, juin 2003 Frais de scolarité à l'université, 2003-2004	13 Ventes de véhicules automobiles neufs, juin 2003	14 Commerce international de marchandises du Canada, juin 2003 Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, juin 2003	15 Indicateurs avancés, juillet 2003
18 Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, juin 2003	19 Indice des prix à la consommation, juillet 2003 Commerce du bétail, juillet 2003	20 Commerce de gros, juin 2003 Voyages entre le Canada et les autres pays, juin 2003	21 Commerce de détail, juin 2003	22 Série de rapports sur les grandes cultures : estimations de la production des principales grandes cultures au 31 juillet 2003
25	26 Assurance-emploi, juin 2003 Recettes monétaires agricoles, 2 ^e trim. de 2003 Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages, 2002	27 Statistiques financières trimestrielles des entreprises, 2 ^e trim. de 2003 Compte des voyages internationaux, 2 ^e trim. de 2003 Caractéristiques des voyages internationaux, 1 ^{er} trim. de 2003	28 Balance des paiements internationaux, 2 ^e trim. de 2003 Indice des prix des produits industriels et des matières brutes, juillet 2003 Emploi, rémunération et heures de travail, juin 2003	29 Produit intérieur brut par industrie, juin 2003 Comptes économiques et financiers nationaux, 2 ^e trim. de 2003